

Plan type pour la 1ère phase de dépôt du dossier (**format ppt**)

Longueur indicative du PPT : environ 30 slides

Partie I - Innovation

- Objectifs techniques globaux du projet ;
- Aspects innovants y compris organisationnels ;
- Verrous technologiques ciblés par le projet et degrés de maturité associés.

Exemple de description de verrous à lever :

Les verrous technologiques

Tâche / lot (actions)	Partenaire (s) impliqué (s)	Verrous technologiques et degrés de maturité

Partie II - Le porteur du projet et ses partenaires (*dont le tiers de confiance*)

- Porteur(s) du projet (entités, CA, capitaux propres, effectifs (dont R&D), activités, compétences...) ;
- Présentation et rôle des partenaires et des sous-traitants essentiels (prestataires) ;
- Logique de collaboration (apports réciproques et effets positifs) ;
- Gouvernance et accords réciproques prévus (dont répartition de la propriété intellectuelle (PI) et exploitation des résultats prévus)
- Apport, rôle et importance des partenaires académiques ;
- Caractère structurant du consortium pour la filière (dont soutien pôles de compétitivité, interprofessions, têtes de réseau nationales ou régionales...

Partie III - Le projet

1. Description du projet sur chacun des 8 attendus prévus dans le cahier des charges

Une diapositive par tiret des différents attendus est vivement conseillée.

Attendu 1 : proposition d'une ou plusieurs combinaisons de leviers

- Décrire les combinaisons envisagées en lien avec les agroécosystèmes et territoires de déploiement ;
- Décrire **brèvement** les leviers proposés (références agronomiques précises pour chaque culture), en précisant autant que possible la preuve de validation des leviers ;
- Faire état des démarches antérieures de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (par le porteur et/ou sur le territoire dont le projet tirerait des enseignements), quel que soit leur financement ;
- Décrire le cas échéant des démarches antérieures visant à aider à la prise de risque (par le porteur de projet et/ou sur le territoire concerné, pour les filières ciblées par le projet), quel que soit leur financement

Attendu 2 : déploiement massif de la mise en œuvre de cette ou ces combinaison(s) auprès des agriculteurs

- Indiquer les objectifs sur la durée du projet en termes de nombre d'hectares et d'agriculteurs engagés dans le projet -Fournir une cartographie du déploiement du projet sur le territoire concerné
- **Décrire les grandes lignes** du (ou des) contrat(s)-type prévu(s) liés aux engagements réciproques des agriculteurs et du porteur de projet

Attendu 3 : processus de validation des combinaisons et du dispositif d'accompagnement par un tiers de confiance

- Expliciter qui sera le tiers de confiance, son positionnement dans le projet et justifier de sa capacité à assurer les rôles de garants de la cohérence technique/agronomique, et de remontée des données et indicateurs clés

Attendu 4 : engagement des acteurs des filières

- Lister les partenariats, leur nature (prestations, collaborations au sein du consortium etc...) et leur rôle

Attendu 5 : dispositif expérimental d'accompagnement de la prise de risque via des dispositifs économiques et/ou assurantiels

- Décrire précisément le dispositif prévu d'accompagnement à la prise de risque pour les agriculteurs.
- **Si possible**, préciser et justifier le montant/ha proposé aux producteurs (dont la part en aide de minimis demandée) et la description de la procédure de vérification du respect de non-cumul des aides

Attendu 6 : programme d’accompagnement (formation et conseil)

- Décrire le dispositif de formation **notamment** : formateurs, apprenants, estimation du nombre d’heures prévues, thématiques abordées, qualifications visées, évaluation de l’impact prévisible ;
- Décrire le dispositif de conseil : **notamment** qui délivrera le conseil, sous quel format, combien d’heures par agriculteur, garanties sur le niveau de compétence des conseillers....

Attendu 7 : objectifs sur la durée du projet concernant la baisse de l’utilisation des produits phytosanitaires et le suivi du plan d’action

- Décrire le protocole de suivi de projet pour quantifier et démontrer l’impact (organisation du projet, du suivi des pratiques ...) ;
- Lister les indicateurs qui seront utilisés (incluant nécessairement les indicateurs obligatoires prévus à l’annexe 3 du cahier des charges) et les objectifs quantitatifs ciblés (dont IFT) ;
- Proposer les modalités d’un baromètre de satisfaction des agriculteurs (rémunération, accompagnement, aspects techniques / agronomiques, temps et nature du travail...)

Attendu 8 : dispositif d’acquisition de références partagées sur les combinatoires déployées

- Décrire le dispositif, **le cas échéant** l’outil mis à disposition des agriculteurs.

2. Programme de travail et organisation

- Structuration globale des lots de travaux, calendrier et jalons critiques ;
- Responsabilité des différents partenaires sur chaque lot;
- Pour chaque lot, travaux envisagés, livrables, planning prévisionnel et budget ;
- Ventilation des dépenses par partenaire selon le tableau ci-après ;
- Modalités de financement du projet pour chaque partenaire ;

Répartition du budget pour le porteur et par partenaire (le cas échéant, précisez le nom du sous-traitant/prestataire et le montant alloué)

Partenaire	Budget (k€)	Ressources humaines allouées (hommes/an)
TOTAL		

Partie IV - Retombées technico-économiques, exploitation des résultats du projet

- Robustesse de la démarche en termes de réduction de l’utilisation et des risques des produits phytopharmaceutiques et performances économiques des exploitations agricoles
- Marché(s) visé(s) via la mobilisation des leviers en amont (par exemple : robotique, génétique, produits de biocontrôle...)
- Marché(s) visés en aval (par exemple : création de filières dédiées) (les décrire tous s’il en existe plusieurs : segments, volumes, valeurs) ;
- Capacité du projet à rester concurrentiel à terme (pérennité, résilience)
- Types d’agriculteurs et zones géographiques concernés à l’issue du projet / répliquabilité du projet ;
- Retombées économiques (évolution du porteur et des partenaires, bénéfices économiques et industriels, attendus du projet, impact sur l’emploi, y compris R&D...) ;
- Le cas échéant, caractère stratégique du projet et dimension de souveraineté :
 - o Contribution à l’accroissement de l’autonomie de la France / de l’Europe dans l’approvisionnement ou la production ;
 - o Contribution à la réduction des risques et de l’utilisation des produits phytopharmaceutiques, en cohérence avec la stratégie Ecophyto 2030
 - o Contribution au renforcement de la résilience de l’organisation socio-économique de la France / de l’Europe.

Partie V - Justification du projet et de l’aide demandée

- Le cas échéant, articulation des assiettes de dépenses présentées dans le cadre du projet avec celles qui ont été ou sont susceptibles d’être soutenues par d’autres fonds publics¹ ;
- Analyse des impacts environnementaux positifs et négatifs, avec le cas échéant justification de la neutralité environnementale du projet² ;
- Justification de l’appel au soutien public :
 - o Pour le porteur et pour chaque partenaire et à l’échelle du projet et des agriculteurs engagés indiquer en quoi l’aide publique revêt un caractère incitatif (par exemple : accroissement d’ambition / d’effort de R&D / de prise de risque, accélération de la R&D, impossibilité de mener le projet sans l’aide ou impossibilité de le mener en France...) et le cas échéant, quantifier en termes de dépenses et d’effectifs le volume de cet accroissement ou l’intensité de cette accélération ;
 - o À l’échelle du projet, indiquer les autres effets favorables de l’aide publique (par exemple : réponse à un besoin de coordination, soutien face aux incertitudes, enjeux environnementaux, diffusion de connaissance, marchés induits, autres retombées positives...).

¹ Les règles de non-cumul pour les aides de minimis doivent être vérifiées et une procédure de vérification sur la durée du projet doit être présentée. Pour mémoire, il n’est pas possible de cumuler ces aides avec les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) ou les paiements pour services environnementaux (PSE) visant la réduction de l’utilisation de produits phytopharmaceutiques. De plus, si la combinatoire déployée mobilise des leviers identiques à l’une des voies d’accès à l’éco-régime (diversification – certification – infrastructures agroécologiques). Le porteur de projet doit apporter la preuve de l’absence de cumul par les agriculteurs avec l’aide concernée, en proposant une procédure de vérification applicable sur toute la vie du projet démontrant que ces aides n’ont pas été demandées par les agriculteurs

² Cf le respect des critères DNSH figurant dans le cahier des charges